

Un syndicat neuf, Une voix différente, Un antidote à la morosité.

L'année scolaire qui commence sera cruciale pour l'avenir de l'école républicaine, non seulement parce que le Ministère entend bien poursuivre et accélérer ce qu'il appelle sa « transformation » et qui n'est rien d'autre que sa destruction, mais aussi parce des élections auront lieu en décembre qui vont offrir à toute la profession, après quatre années supplémentaires de pertes, l'occasion de renouveler enfin les instances du dialogue social.

Ces instances ont été profondément modifiées par la loi de transformation de la fonction publique adoptée en 2019, et ce dans le silence assourdissant des syndicats majoritaires qui ont pourtant perdu de ce fait leur principal argument de vente auprès des collègues. En effet, **le nombre des commissions paritaires a été considérablement réduit, et leurs compétences aussi. Désormais, votre mutation, votre avancement ou votre promotion n'en relèvent plus et échappent ainsi à tout contrôle a priori.** Ils sont entièrement aux mains de l'administration qui agit en application de règles qu'elle décide seule et qu'elle seule connaît. Impossible, donc, de connaître les barèmes de ceux qui ont été affectés à tel ou tel endroit. Impossible également de faire respecter l'équité en matière de promotion. **L'opacité a remplacé la transparence**, et l'arbitraire suivra inévitablement. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'un recteur puisse se flatter, face aux caméras et aux côtés d'un ministre lui-même hilare, de faire passer les néo-contractuels formés à la va-vite devant ceux qui sont en service depuis des années et même devant les titulaires de zones de remplacement et ceux qui reçoivent leur première affectation !

Cet incroyable recul en matière de droits des personnels démontre, comme le reste des réformes qui défigurent l'institution à grande vitesse, que les syndicats jusqu'à présent majoritaires n'ont pas servi à grand-chose. Serviront-ils davantage à l'avenir ? Il est évident que non. Pour autant, **il est plus que jamais indispensable de se syndiquer et il est désormais possible de le faire en toute liberté et connaissance de cause.** Puisque votre sort n'est plus abordé en commission paritaire (et ne s'y est jamais joué, contrairement à ce que l'on a pu faire croire à beaucoup), vous pouvez en effet désormais confier la défense de vos intérêts particuliers et des intérêts collectifs de la profession à l'organisation de votre choix, à celle dont vous approuvez les positions, les analyses, les revendications, le pragmatisme et l'efficacité.

C'est le choix que font tous ceux qui rejoignent Action & Démocratie et qui sont de plus en plus nombreux. Parce que nous disons les choses sans langue de bois. Parce que nous sommes totalement indépendants. Parce que nous ne lâchons rien quand il s'agit de vous défendre. Parce que nous ne nous moquons pas de vous en lançant de façon répétitive des appels à des grèves sans lendemain qui ne servent à rien, si ce n'est à vous faire perdre de l'argent et à détourner la profession tout entière du syndicalisme. Parce qu'enfin nous sommes un syndicat neuf, avec une voix différente sur l'école, aussi éloignée de la vaine nostalgie d'une époque révolue que d'un pseudo-progressisme béat qui se croit intelligent dès qu'il piétine le bon sens éducatif.

Depuis que, dès avant l'été, l'on s'est mis à parler à longueur de journée du manque d'attractivité de la profession, des pénuries d'enseignants révélées par les premiers résultats aux concours de recrutement, du recours à des « **job dating** » ayant pour effet de recruter les premiers venus tout en prétendant les former à la fin du mois d'août « **en quatre jours** » afin de pouvoir « **mettre un adulte en face des élèves** » le jour de la rentrée, l'opinion publique commence enfin à prendre conscience du niveau de crise profonde que l'école traverse et dans laquelle elle a été précipitée.

Cette mise en avant des problèmes de l'école est incontestablement une bonne chose. Mais à Action & Démocratie, nous ne sommes pas dupes de cet engouement médiatique qui sera probablement éphémère et qui occulte comme toujours les vrais sujets, sur lesquels nous sommes parmi les seuls à dire clairement les choses depuis de longues années. Certes, la question salariale est un point majeur. Nous en sommes totalement convaincus. Mais, contrairement à d'autres organisations, **nous ne faisons pas du « dégel » du point d'indice l'alpha et l'oméga de la politique salariale de l'éducation nationale, car cela revient à tromper les personnels.** D'abord parce qu'une telle mesure concerne toute la fonction publique et que, s'il appartient à une fédération « généraliste » de le faire légitimement, ce n'est pas l'objet d'un syndicat des personnels de l'éducation en tant que tel, lequel n'est pas là pour défendre les intérêts d'autres agents qui bénéficient souvent d'un régime de primes plus avantageux que celui existant au sein de l'Education nationale. Ensuite, si « dégel » du point il y avait, son augmentation, même proportionnelle à l'inflation, serait encore dérisoire eu égard à l'effondrement du pouvoir d'achat qui affecte les professions de l'éducation nationale depuis trente ans ! Enfin, l'augmentation de la valeur du point d'indice ne relève absolument pas de l'indispensable politique volontariste de revalorisation à proprement parler, qui doit passer par d'autres mesures, celles qu'Action & Démocratie défend : **l'ajout pour tous les personnels de l'éducation d'un nombre de points d'indice à tous les échelons des grilles indiciaires qui devra être proportionnel à l'indice actuel de chaque échelon, l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement à hauteur de 3% du brut pour tous, la création d'une véritable indemnité de logement qui sera corrélée au prix des loyers et qui devra être révisée périodiquement, le paiement des heures supplémentaires à hauteur de 125% de la valeur des heures ordinaires de service, le retour à la cessation progressive d'activité,** pour ne citer que celles-là.

Mais le manque d'attractivité, comme on dit si mal, des professions de l'éducation ne se résume pas à cette seule question salariale. C'est tout le modèle de gestion

des ressources humaines qu'il faut revoir, celui des affectations et de la mobilité qu'il faut repenser en commençant par supprimer pour les titulaires le mécanisme des mutations inter-académiques dont les effets néfastes ne peuvent plus être cachés, celui des pratiques aveugles et lâches du haut encadrement qu'il faut réformer, pour ne rien dire des postures ministérielles qui encouragent le manque de respect envers les personnels et les demandes les plus extravagantes adressées à l'institution faute de savoir en défendre la nature.

Face au délitement de l'école de la République rendu possible grâce à la complicité ou l'incompétence de ceux qui en avaient la charge, ministres et recteurs en tête, c'est désormais à la profession elle-même qu'il revient, en s'organisant, de défendre l'institution avec force et par là de se défendre. Car ce sont deux choses inséparables. A Action & Démocratie, nous l'avons compris et c'est ce qui fait notre force et notre singularité dans le paysage syndical : **nous défendons d'autant mieux les personnels que, ce faisant, nous défendons à travers eux, ou pour mieux dire nous affirmons dans chaque cas, les fonctions qui sont les leurs et les prérogatives qui y sont attachées contre ceux qui ont tendance à les oublier ou qui prétendent les réformer.** En d'autres termes, nous vous défendons d'autant mieux que nous défendons dans chaque dossier, comme nous le faisons aussi de façon plus générale dans les instances, une idée de l'école qui est conforme à la nature de la chose elle-même aussi bien qu'à son importance pour la République, une idée toute simple qui peut se résumer par le mot instruction, ce grand absent des textes et discours officiels !

Pour préserver le sens de nos métiers, être vraiment défendu et retrouver l'espoir malgré la morosité qui se répand dans nos rangs, choisissez Action & Démocratie ! Et faites avec nous le pari de l'intelligence !

Le Pari de l'intelligence, c'est le titre de notre revue d'analyse et d'information.

Le troisième numéro est enfin sorti et arrive prochainement dans les établissements. 160 pages de réflexions denses sur des sujets essentiels pour nous tous, mais aussi d'entretiens passionnants, de documents inédits, d'informations précieuses, de témoignages édifiants, le tout richement illustré.



Ab Le **PARI** de l'intelligence

Secrétariat : 09 50 88 61 54 ou 07 71 78 84 52
www.actionetdemocratie.com